



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-neuvième session

Rome, 10 – 13 mars 2009

**Pour une intervention plus efficace contre le criquet pèlerin, y compris  
ses effets sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la  
pauvreté – évaluation multilatérale de la campagne 2003-2005  
contre le criquet pèlerin  
(Point 9 de l'ordre du jour)**

### Généralités

À sa trente-huitième session, le Comité de lutte contre le criquet pèlerin a été informé de l'évaluation multilatérale de la campagne 2003-2005 de lutte contre le criquet pèlerin, qui se concentrait sur « une intervention plus efficace contre les criquets pèlerins et leurs impacts sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la pauvreté ». Le Comité a demandé à un Groupe de travail (MERWOG) d'examiner les 31 recommandations de l'évaluation et de présenter leurs conclusions en session plénière.

Le Comité a examiné et accepté les conclusions préliminaires du Groupe de travail, qui distinguent trois catégories de recommandations, **A**, **A+** et **B**, en fonction de leur complexité institutionnelle et de leurs incidences juridiques et financières (voir l'Annexe 1):

- les dix recommandations de la catégorie **A** (c'est-à-dire 1, 2, 3, 6, 14, 15, 18, 20, 30a-e, 31a-e), simples et n'exigeant pas de ressources externes importantes ou d'analyse complémentaire, ont été adoptées à la trente-huitième session;
- les sept recommandations de la catégorie **A+** (8, 10, 12, 13, 16, 21a-f, 23a-b), qui méritaient d'être débattues, ainsi que deux recommandations hors catégorie (25a, 25b) ont été remises au Groupe de travail pour une étude complémentaire, conjointement avec
- les quatorze recommandations de la catégorie **B** (4, 5, 7, 9, 11, 17, 19, 22a-c, 23c, 24a-c, 26a-b, 27a-c, 28a-c, 29a-c), plus complexes, qui exigeaient des ressources importantes et un examen plus approfondi pour clarifier leurs incidences sur les plans juridique et politique.

Le Comité a adopté les recommandations de la catégorie **A** et il fut convenu que les recommandations 9, 25c, 26a & b étaient couvertes par les numéros 24c et 1-8. Le Comité a de nouveau désigné le Groupe de travail pour analyser les recommandations des catégories **A+** et **B** et communiquer leurs conclusions au Secrétariat, et le Comité de pilotage de la mission d'évaluation a été invité à suivre l'état d'avancement de l'application des recommandations.

Le Groupe de travail a présenté ses conclusions à la mi-novembre 2006. La Direction de la FAO a accepté, en y apportant quelques modifications et éclaircissements mineurs, l'ensemble des 20 recommandations adressées directement à la FAO, et approuvé les 11 autres soumises aux pays concernés et à leurs commissions régionales. Les réponses de la FAO ont été examinées avec le représentant technique du Gouvernement exerçant la présidence du Comité de pilotage en février 2007 et présentées aux représentants de la plupart des pays membres du Comité de pilotage en avril 2007 lors d'un séminaire sur « Les ravageurs et les maladies transfrontières et autres catastrophes: de la détection précoce à une meilleure reconstruction ». La présentation a expliqué les changements engagés ou prévus à la suite de l'évaluation afin d'atteindre les objectifs suivants:

- protéger les moyens d'existence pendant les campagnes de lutte antiacridienne et assurer un relèvement dans la zone de récession;
- utiliser le mécanisme des appels communs des Nations Unies dans le cadre du processus d'appel lors de campagnes antiacridiennes;
- améliorer l'efficacité opérationnelle en modifiant les procédures de la FAO et en externalisant certaines activités;
- renforcer et maintenir les capacités d'alerte précoce et de lutte antiacridienne aux niveaux national, régional et international.

Le présent document examine l'application opérationnelle des changements découlant des principales recommandations de l'Équipe d'évaluation pendant la recrudescence observée dans la Région centrale de l'automne 2006 à mai 2008. Les points 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17 et 19 de l'ordre du jour donnent des informations détaillées sur les nouvelles institutions collaboratrices et le fonctionnement des instruments modifiés.

### **Avantages opérationnels découlant des recommandations**

#### Identifier les communautés vulnérables

La conclusion la plus importante de l'Évaluation est que la protection des moyens d'existence et le relèvement doivent être intégrés dans les campagnes de lutte antiacridienne. Une plus grande attention portée à ces questions, en particulier en ce qui concerne les communautés touchées les plus vulnérables, permettrait de mieux justifier les campagnes. Cette avancée, évoquée dans le titre et le texte du Rapport, et en particulier les recommandations 10 et 29, exige néanmoins d'obtenir des données précises sur les pays touchés par le criquet et des cartes montrant les localités qui présentent le plus haut degré d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité. En combinant ces données avec les données en temps réel relatives aux populations acridiennes et à leurs déplacements, la FAO pourrait jouer un rôle clé dans les initiatives humanitaires visant à protéger les moyens d'existence aux niveaux local et national afin d'atténuer les effets potentiels des criquets sur les communautés les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire.

Conformément aux priorités énoncées par l'Équipe d'évaluation et le Groupe de travail du Comité de lutte, la Direction de la FAO a commencé (en janvier 2007) à réunir des sources de données par localité, notamment des cartes, indiquant la répartition au niveau des districts des communautés vulnérables et vivant dans des conditions d'insécurité alimentaire. Ces cartes et données par localité émanent de nombreuses sources: les évaluations intégrées des moyens de

subsistance (TCER et OIT), les enquêtes du SMIAR, les SICIIV (ESAF), le Cadre intégré de la classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire, IPC (ESA), USAID FEWSNET et l'Analyse et la cartographie de la vulnérabilité du PAM. Bien qu'elles aient été contactées soit sur le terrain, soit au niveau central, il est encore nécessaire que toutes ces institutions fonctionnent d'une manière plus harmonieuse et disposent d'une approche, de technologies et d'outils communs.

Des données provenant de ces sources ont été utilisées pour évaluer l'incidence possible sur les communautés vulnérables des résurgences du criquet pèlerin qui se sont produites de fin 2006 à mi-2007 en Érythrée, au Soudan, en Arabie saoudite et au Yémen, avant de toucher l'Éthiopie et le Kenya. Une aide d'urgence d'un montant total de 5,5 millions d'USD a été obtenue auprès du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, du Gouvernement japonais, de l'USAID et de la FAO, ce qui a contribué à enrayer une recrudescence et à protéger les cultures contre des dégâts qui auraient pu être considérables.

Pendant les opérations de lutte, les institutions nationales concernées ont été invitées à indiquer aux coordonnateurs résidents du PAM si les cultures d'une localité donnée étaient ou non attaquées par les criquets. En cas de dégâts aux cultures, cette certification aurait permis aux communautés locales de bénéficier d'un accès prioritaire à des ressources financières, à des rations alimentaires, à des outils, à des semences et à des engrais dans le cadre des programmes internationaux ou nationaux de protection qui font partie de la stratégie de fond de la FAO visant à réduire l'insécurité alimentaire.

#### Accès rapide à des financements externes

Plusieurs recommandations, notamment les recommandations 1, 3, 4, 9, 10 et 25b, préconisaient un engagement plus large, plus profond et plus précoce et l'utilisation de mécanismes de secours humanitaires relevant du Coordonnateur des secours d'urgence et du Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA). Ces mécanismes fonctionnent par l'intermédiaire du Comité permanent interorganisations, du Processus d'appel consolidé et, depuis peu, du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires. Le Fonds central, qui a attiré un nombre remarquable de gouvernements donateurs, a été renforcé pour permettre à tous les organismes des Nations Unies d'y accéder à compter de mars 2006, afin d'assurer des financements humanitaires en temps utile et plus prévisibles, et donc apporter des réponses plus promptes aux nouvelles crises ou à celles qui s'aggravent rapidement.

En cas d'Appel d'urgence, le Fonds central assure une injection initiale de fonds pour les projets les plus urgents visant à sauver des vies humaines; il permet ainsi de combler les délais entre l'Appel et la réception des engagements et des fonds des donateurs. Le financement du Fonds central permet une intervention d'urgence dans un délai de 72 heures mais les projets sont généralement limités à trois mois et à un pays.

Le premier don du Fonds central à la FAO pour la lutte antiacridienne a été approuvé, grâce à l'action rapide des personnels de la Division de la production végétale et de la protection des plantes (AGP) et de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation (TCE), pour une résurgence du criquet migrateur au Timor-Leste en avril 2007, un peu plus d'un an après le lancement du nouveau Fonds central. Deux mois plus tard, le Yémen était confronté à la pire situation acridienne observée sur son territoire depuis 15 ans, les conséquences pour les communautés rurales risquant d'être dramatiques. Le 8 juin 2007, le Gouvernement du Yémen demandait une aide d'urgence pour lutter contre la résurgence. Trois jours plus tard, une proposition de projet d'un montant de 2 432 110 USD était soumise au Fonds central à New York. La proposition était approuvée le 21 juin par le Secrétariat du Fonds. Ce fut la réaction la plus rapide jamais enregistrée à une demande d'aide d'urgence pour lutter contre le criquet pèlerin !

Mais des menaces transfrontières dynamiques et progressant rapidement comme le criquet pèlerin exigent des financements régionaux et souples dans le cadre d'un système plus large de réponse aux urgences. Le Secrétariat du Fonds central a pris note de cette recommandation faite par la FAO et encourage une approche régionale.

Entre mars et juillet 2007, le volet « dons » du Fonds central a été examiné, le but étant de savoir comment ce fonds, qui est un outil de financement humanitaire, contribue à rendre les réponses humanitaires plus immédiates, prévisibles, équitables, efficaces et transparentes. Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires est particulièrement apprécié par la FAO.

Tous les fonctionnaires de la FAO engagés dans des activités humanitaires ont reçu une formation aux nouvelles procédures opérationnelles d'urgence et à la planification, y compris le Fonds central en avril 2007.

#### Efficacité opérationnelle de la FAO

Bien que les recommandations 5, 6, 7, 8, 17 et 28 soient les plus explicites, l'Évaluation contient plusieurs interrogations au sujet de l'efficacité opérationnelle de la FAO. La Direction de la FAO se félicite des recommandations qui mettent l'accent sur les changements essentiels.

Le Centre de gestion des crises pour la filière alimentaire, qui a reçu l'aval du Comité du Programme et a été approuvé par le Conseil en 2006, est l'une des innovations les plus évidentes pouvant contribuer à améliorer l'efficacité globale des réponses apportées aux maladies et aux ravageurs des animaux et des plantes et à empêcher l'acheminement de denrées alimentaires laissant à désirer du point de vue de la sécurité sanitaire vers des marchés éloignés. Ce centre s'occupe de l'évaluation, de la gestion et de la communication des risques concernant la chaîne alimentaire humaine selon une approche exhaustive, systématique, interdisciplinaire et collaborative entre institutions. La gestion des acridiens s'inscrit dans le réseau fonctionnel de ce centre, du fait des risques que ces ravageurs présentent pour la filière alimentaire.

En juin 2007, le Conseil a lancé une évaluation de processus pour analyser les difficultés administratives et opérationnelles de la FAO ainsi que ses contraintes de gestion dans ses activités d'urgence. Cette évaluation, commencée entre janvier et juillet 2008, avait pour but d'identifier les moyens d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la programmation des opérations d'urgence et de réhabilitation de la FAO. La capacité de coordonner des ressources essentielles entre des départements et des divisions, au Siège et sur le terrain, a été considérée comme un facteur décisif dans l'amélioration de l'efficacité opérationnelle de l'Organisation lors des urgences. Les conclusions préliminaires reprennent en grande partie celles des évaluations précédentes, notamment l'Évaluation externe indépendante (EEI), et le rapport mentionne de nombreux domaines dans lesquels la FAO pourrait rationaliser ses activités, surtout en ce qui concerne un mécanisme de financement souple pour de grands programmes s'adressant à plusieurs pays et l'établissement d'accords-cadres pour l'acquisition d'intrants utilisés de manière répétitive.

Des plans de gestion des risques pour les urgences relatives au criquet pèlerin sont en cours d'élaboration selon les principes de la préparation aux situations d'urgence. Un système électronique d'aide à leur élaboration a été mis au point afin que les organismes nationaux puissent réagir plus efficacement en cas d'urgence acridienne. Cet outil sera évalué sur le terrain en 2009 et devrait aider les décideurs nationaux à appliquer des mesures qui améliorent l'état de préparation avant une urgence. Ce processus se poursuivra et tous les pays de la ligne de front devraient avoir testé et adopté des plans de gestion des risques acridiens d'ici à la fin de 2010. Des directives sur les urgences relatives au criquet pèlerin ont été préparées et sont actuellement examinées par la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation. Le document a pour but de conseiller les fonctionnaires et les consultants de la FAO engagés dans la coordination et la gestion des urgences liées au Criquet pèlerin et à d'autres espèces acridiennes. Il s'agit d'un guide de référence pour toutes les urgences, depuis les petites résurgences jusqu'à la recrudescence, qui

contient de nombreux liens vers des ressources utiles et devrait faciliter un accès rapide aux financements du Fonds central.

Des fichiers pertinents ont été créés en collaboration avec la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation et périodiquement mis à jour. Ils recensent notamment: les parties prenantes importantes dans les pays touchés par les acridiens, les divers experts, nationaux et internationaux qui pourraient être appelés à intervenir, les spécifications techniques des matériels nécessaires lors des urgences, des listes de fournisseurs et d'opérateurs aériens comprenant des cahiers des charges et des contrats standard préparés ainsi que d'autres documents. Parallèlement, la Division des services administratifs demandera des offres préliminaires aux fournisseurs de pesticides usuels et de matériel, et aux compagnies d'aviation agricole pour établir des prix de base. Ces offres préliminaires seront actualisées tous les 3 à 6 mois, afin que les commandes puissent être passées plus rapidement.

#### Renforcement de la coopération interinstitutionnelle

La recommandation 26 offre deux options strictes: soit la FAO élabore des procédures plus efficaces pour le criquet pèlerin, soit elle recherchera des possibilités de recours à des sources extérieures. La FAO a l'intention de recourir à ces deux formules. L'imagerie satellitaire, presque toutes les traitements aériens ainsi que la conception et la maintenance de logiciels et de bases de données d'une importance critique pour les missions sont déjà réalisés à l'extérieur, et de nouveaux partenariats avec le PAM pour la cartographie de la vulnérabilité et la logistique sont en cours d'établissement.

À l'issue des campagnes de 2003-05 contre le criquet pèlerin, beaucoup des pays touchés en Afrique du Nord-Ouest ont dû faire face à la présence de stocks importants de pesticides inutilisés. La FAO a collaboré avec ces pays pour améliorer l'entreposage des pesticides et les systèmes de gestion des stocks, dans le but d'empêcher la création de nouveaux stocks de pesticides périmés exigeant une élimination coûteuse.

Lors des résurgences de criquet pèlerin dans la Région centrale en 2006-07, le Yémen a formulé de nouvelles demandes de fourniture rapide de pesticides. La FAO a joué immédiatement le rôle d'intermédiaire entre des gouvernements pour négocier le transfert rapide de pesticides donnés par la Mauritanie au Yémen. Grâce aux opérations conduites antérieurement, la FAO savait précisément quels pesticides étaient détenus par la Mauritanie. Elle a été de surcroît en mesure d'établir des certificats internationaux récents attestant de la qualité des pesticides, de mobiliser du personnel local pour préparer les quantités de pesticides nécessaires pour le transport international et de faire en sorte que la Mauritanie accepte de donner ces pesticides et que le Yémen les accepte.

À l'issue d'entretiens préalables entre la FAO et le département de la logistique du PAM, il a été établi que le PAM pouvait et souhaitait offrir une assistance logistique. Avant même que des accords formels aient été conclus, le PAM avait répondu à la demande d'assistance de la FAO concernant le transfert de pesticides de la Mauritanie au Yémen. En quelques jours, le PAM a assuré le transport à un faible coût, sans bureaucratie inutile et plus rapidement que toute autre modalité qui aurait pu être retenue.

En conséquence, la Mauritanie a réduit son stock de pesticides et fait un don généreux à un autre pays. Cette contribution a évité au Yémen d'acheter des pesticides et la livraison des produits nécessaires a eu lieu dans un temps record. La FAO a joué un rôle unique d'institution intergouvernementale, en utilisant des informations et des systèmes qu'elle seule peut exploiter et en assurant la liaison entre gouvernements.

En octobre 2008, afin de répondre aux résurgences de criquet nomade en Tanzanie, au Malawi et en Mozambique, 21 000 litres de pesticides, puisés dans des stocks inutilisés au Mali, ont été

livrés par le PAM aux pays touchés. Ce transfert rapide a évité de reporter de six mois le début des opérations, délai nécessaire à la fabrication des pesticides.

L'Évaluation 2008 des capacités opérationnelles de la FAO en matière d'urgence et de réhabilitation devrait signaler que les livraisons d'équipement pour sauver des vies humaines ont connu des retards graves, notamment lors d'urgences dues à des organismes nuisibles transfrontières se déplaçant rapidement, et recommander l'établissement de partenariats plus étroits avec d'autres organisations, en particulier le PAM. Puisque la FAO est autorisée à utiliser le réseau de dépôts destinés aux interventions humanitaires des Nations Unies à Brindisi, Accra, Doubaï, Subang et Panama, cet accès au réseau du PAM ouvre de nouvelles possibilités pour répondre plus rapidement à des menaces biologiques comme le Criquet pèlerin. Les pôles du PAM pourraient servir à prépositionner des équipements standard pouvant être conservés longtemps (à l'exclusion des pesticides), nécessaires au renforcement rapide des capacités nationales de lutte. Cela concerne non seulement du matériel de campement, des pulvérisateurs, des équipements de protection personnelle et de communication, etc. mais aussi des véhicules. Des stocks de réserves stratégiques dans les entrepôts du PAM à Doubaï, Brindisi ou Accra permettraient d'acheminer de manière plus ciblée et rapide les équipements nécessaires en cas d'urgence et les pesticides pourraient être entreposés à court terme avant d'être distribués de façon ciblée, ce qui éviterait la formation ultérieure de stocks de pesticides périmés dans les pays. Les stocks d'équipements distribués pourraient être reconstitués lorsque l'aide internationale se manifeste concrètement lors d'une urgence. Cependant, afin de créer des stocks de réserve d'équipement de lutte contre le Criquet pèlerin, la FAO demande l'appui des donateurs.

#### Renforcer et maintenir les capacités

La formation est l'un des moyens les plus importants d'optimiser les investissements engagés dans la lutte antiacridienne. Les recommandations 13, 14 et 21e et f plaident pour le renforcement des capacités nationales concernant divers aspects techniques de la lutte antiacridienne, du suivi environnemental et de l'analyse et la gestion des données.

La FAO est convaincue que les investissements à long terme dans le renforcement des capacités humaines sont le seul moyen de mettre en place de meilleures et plus durables stratégies et pratiques de lutte antiacridienne et d'accroître l'efficacité pour réduire les effets nuisibles sur l'environnement tout en améliorant l'impact économique. En outre, le seul moyen de mobiliser les centaines de collaborateurs directement ou indirectement engagés dans la lutte antiacridienne est de renforcer les capacités nationales de formation en utilisant la méthode de « formation des formateurs ». Le programme EMPRES (criquet pèlerin) appuie les programmes de formation à court et moyen termes et applique une méthode de formation intégrée et globale pour couvrir les besoins de formation de tous les différents groupes ciblés, y compris au niveau le moins élevé. Cette méthode est un processus continu qui permet de se perfectionner et de se familiariser avec de nouveaux concepts ou des innovations techniques.

#### Aspects sanitaires et environnementaux

Les préoccupations en matière environnementale et les questions relatives à la gestion des pesticides abordées par l'Évaluation dans les recommandations 13, 14, 15, 18 et 19 sont entièrement partagées par la FAO.

En 2004, la FAO avait déjà lancé la mise en place d'équipes de spécialistes pour suivre et évaluer les aspects sanitaires et environnementaux lors des opérations contre le criquet pèlerin, afin d'éviter les erreurs qui s'étaient produites pendant les précédentes campagnes acridiennes, quand d'énormes quantités de pesticides chimiques avaient été épandues sans que soient respectées les bonnes pratiques en la matière. Le concept d'équipes spécialisées, baptisées QUEST (Qualité, protection de l'environnement et sécurité sanitaire des traitements), a été largement accepté par les pays touchés dans les régions occidentale et centrale. La plupart des pays ont pris davantage

conscience des questions environnementales et sont intéressés par un suivi plus systématique de l'environnement et un contrôle de la santé de leurs opérateurs, en particulier en utilisant les kits AChE-Testmate. Le manuel de suivi des taux de cholinestérase chez les agents manipulant des pesticides, publié à l'origine en français, a été traduit en anglais et introduit comme norme de référence par les équipes QUEST.

Bien que la question de la pérennité des équipes QUEST pendant les périodes où les opérations sont moins fréquentes, voire inexistantes, ait été soulevée, la plupart des pays ont souhaité placer ces équipes dans leurs unités nationales de lutte antiacridienne, soit comme personnel à temps complet, soit, pendant chaque mission de terrain, comme personnel détaché du ministère de la santé et de celui de l'environnement.

En collaboration avec le Programme africain d'élimination des stocks de pesticides obsolètes concernant la plupart des pays qui engagent le plus fréquemment des opérations de lutte, un système amélioré de gestion des pesticides a été introduit, qui permettra de suivre plus systématiquement les pesticides, de collecter les fûts de pesticide vides et de superviser leur élimination sûre et centralisée en utilisant des presse-fûts adaptés.

La FAO partage entièrement les préoccupations des pays concernant notamment l'incidence des pesticides chimiques sur l'environnement. Au Yémen, par exemple, des apiculteurs locaux ont tendu une embuscade aux équipes nationales de lutte antiacridienne, fait pression sur les autorités locales et obtenu un gel temporaire des opérations de lutte. Pour prévenir toute résistance éventuelle, la FAO a fourni au Yémen une quantité importante de biopesticides à utiliser dans les zones écologiquement sensibles. Certains stocks de biopesticides non utilisés ont été donnés en 2008 par le Gouvernement yéménite au Malawi et à la Tanzanie pour qu'ils puissent lutter contre les infestations de criquet nomade dans les zones humides et les réserves de faune sauvage écologiquement sensibles.

En 2007, pour la première fois, la FAO a utilisé de manière opérationnelle et avec succès des biopesticides pour lutter contre le criquet migrateur au Timor-Leste où les pesticides chimiques ne pouvaient être utilisés compte tenu de la forte densité de population de la zone rurale touchée.

La politique de la FAO est de réduire au minimum l'utilisation des pesticides chimiques et de décourager leur épandage dans les zones humides, à proximité de plans d'eau, de réserves naturelles et de zones agricoles ou peuplées. L'usage de produits chimiques dans ces régions pour des opérations de lutte antiacridienne devrait être proscrit, et seuls les biopesticides devraient être autorisés. Par ailleurs, dans les zones désertiques reculées, la FAO préconise l'usage de pesticides chimiques très spécifiques, non persistants, moins dangereux pour les espèces non ciblées et ne s'accumulant pas dans la chaîne alimentaire. Afin d'aider les pays concernés à renforcer leurs capacités de lutte biologique en matière de formation, suivi, logistique et installations, la FAO demande à la communauté des donateurs de fournir une assistance en la matière et de contribuer à un programme régional sur les biopesticides.

Mars 2009

F



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

**Trente-neuvième session**

**Rome, 10 – 13 mars 2009**

**Annexe 1**  
(Point 9 de l'ordre du jour)





| Recommandations  | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|--|---|--|
| <p>1. À la <b>FAO</b> de définir en termes clairs les différentes catégories d'urgences et d'établir des critères pour décider quelles sont celles qui pourraient utiliser le processus d'appel commun dont les directives ont été publiées par le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires. Lorsqu'une urgence n'est pas considérée comme complexe, l'Organisation doit également édicter les règles spécifiques qui s'appliqueront et les faire connaître à tous ceux qui sont concernés.</p> | <p><b>Catégorie A</b>, simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.</p>                 | <p><b>Acceptée</b><br/>À compter de mars 2006, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (relevant du Comité permanent interorganisations/OCHA) a été renforcé et assoupli. Ce fonds fait désormais partie du Processus d'appel commun qui relève du Comité permanent interorganisations et partage un ensemble commun de principes et de règles; la FAO collaborera avec le Fonds central pour promouvoir une application claire et transparente des procédures du Fonds central au criquet pèlerin, notamment pour proposer un accord général au Fonds central pour le criquet pèlerin à l'intérieur d'une région afin d'accélérer le traitement des demandes présentées par certains pays.</p> |
| <p>2. De faire en sorte que dans les campagnes futures, dans les pays concernés, par l'intermédiaire des comités appropriés, un échange d'informations efficace puisse avoir lieu entre les <b>diverses parties prenantes engagées</b>, afin d'éviter le chevauchement des efforts et les coûts inutilement élevés.</p>  | <p><b>Catégorie A</b>, simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.</p>                 | <p><b>Acceptée</b><br/>Lors des résurgences comportant le risque de recrudescence, la FAO devra veiller à ce que les informations du DLIS sur le criquet pèlerin dans un pays donné et les pays voisins soient activement communiquées: i) aux unités nationales et aux comités nationaux de direction de la lutte antiacridienne; ii) aux commissions régionales et organismes de lutte; et iii) aux donateurs ayant des programmes de lutte antiacridienne en cours dans le/les pays touché/s.</p>   |

| Recommandations  | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|--|---|---|
| <p>3. À la <b>FAO</b> de lancer des échanges de vues avec les donateurs pour qu'une présentation commune soit adoptée pour les accords de financement et les documents de projets connexes. Ces présentations doivent être aussi simples et conviviales que possible, mais suffisamment détaillées pour que les parties intéressées comprennent bien la nature des enjeux.</p>   | <p><b>Catégorie A</b>, simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.</p>   | <p><b>Acceptée en grande partie</b><br/>Comme le Fonds central est souvent la première source de financement, une présentation et un contenu communs sont appliqués aux Appels éclair et communs; ces appels peuvent être appliqués aux projets à donateurs multibilatéraux; la présentation type de document de projet annoncée récemment (13 mars 2007) par la FAO peut être adaptée pour être appliquée aux projets de lutte antiacridienne.</p>   |
| <p>4. À la <b>FAO</b> d'engager des discussions <b>avec les donateurs</b> sur l'opportunité de n'avoir, lors des futures campagnes, qu'un ou deux projets multidonateurs et que ces projets soient considérés comme régionaux du point de vue de la couverture régionale pour lutter contre un ravageur transfrontalier. Il faudrait accorder toute l'attention requise, lors des négociations, à la façon dont la visibilité et les préférences des donateurs ainsi que les politiques applicables et les exigences réglementaires, seraient prises en compte dans tout arrangement multidonateurs.</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 3: <i>« nécessitera un long dialogue et beaucoup de diplomatie de la part de la FAO...de telles décisions au niveau des politiques... ont des répercussions sur...les politiques extérieures des donateurs ».</i></p> <p><i>« Il devrait également y avoir...place pour les pays hôtes et les donateurs...vis-à-vis de la coopération bilatérale...nous sommes convaincus que la recommandation...devrait être réécrite...pour tenir compte... des arrangements bilatéraux. »</i></p> <p><i>« Si les pays hôtes... élaborent une stratégie pour une assistance régionale plutôt que bilatérale...le dialogue devrait alors être tripartite, la FAO amorçant une suite de dialogues avec les donateurs et les pays touchés. »</i></p> | <p><b>Acceptée</b><br/>Le Fonds central est un pool multidonateurs administré par l'OCHA au titre du Comité permanent interorganisations; l'appui du Fonds central à la lutte antiacridienne représente un premier pas vers une utilisation accrue des projets financés par de multiples donateurs.</p> <p>Les initiatives récentes de donateurs pour des programmes de partenariat entre donateurs multiples et la FAO pourraient aussi offrir des exemples de la façon d'utiliser ce type de mécanisme.</p> |

| Recommandations  | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|--|--|---|
| <p>5. À la FAO de transformer les besoins relativement spéciaux en systèmes et méthodes propres à la lutte antiacridienne et aux opérations d'urgence analogues dans lesquelles la FAO est engagée, ce qui avait déjà été recommandé par le Groupe technique du Comité de lutte contre le criquet pèlerin au début de mai 2005 lors de son atelier sur la planification des mesures prévisionnelles concernant la lutte antiacridienne.</p> <p>6. À la Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO de planifier et d'établir une liste argumentée de candidats qualifiés, expérimentés et fiables pour occuper des postes d'experts dans le domaine de la lutte antiacridienne, et d'essayer de faire en sorte que leurs conditions soient connues et acceptables par la FAO.</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 3-4: « <i>La FAO est invitée à...déterminer si les situations d'urgence causées par le criquet pèlerin... nécessitent des procédures spécifiques qui diffèrent de celles appliquées aux autres situations d'urgence et, dans ce cas, comment cela peut être traité... cela nécessitera sûrement une forte dose d'analyse des politiques et procédures actuelles de passation de marchés de la FAO et de la façon dont les modifications suggérées... peuvent être adoptées par l'actuelle réforme interne de la FAO et, en fin de compte, incorporées. Des comparaisons entre les procédures d'urgence des diverses institutions des Nations Unies, de la FAO et d'autres entités externes pourraient apporter une contribution utile aux procédures actuelles.</i> »</p> <p><b>Catégorie A</b>, simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.</p> | <p><b>Acceptée</b></p> <p>La Direction reconnaît la nécessité d'approches plus systématiques des campagnes de lutte antiacridienne. Avec l'aval du Comité du Programme et l'approbation du Conseil, le Centre de gestion des crises jouera un rôle clé comme moyen de faciliter la conception de procédures interdépartementales transparentes d'approbation, de passation de marchés, de recrutement et de suivi de la conception des systèmes de lutte antiacridienne, tirant les leçons d'opérations d'urgence d'ampleur similaire (hautement pathogène/grippe aviaire, tsunami, etc.). Les plans d'intervention pour la FAO peuvent être révisés et adaptés à chaque région; avec l'appui du Centre de gestion des crises, ils servent de base à des plans d'opérations détaillés. Le tout sous réserve de décisions à l'issue de l'Évaluation externe indépendante (EEI).</p> <p><b>Acceptée:</b> On doit s'attacher davantage à renforcer la liste de candidats en sollicitant des fonds pour former de récents diplômés des pays touchés comme spécialistes de la lutte antiacridienne dans les domaines suivants: biologie, surveillance, gestion des données, logistique, opérations de lutte, évaluation d'impact, santé et protection de l'environnement, liaison avec les organisations humanitaires.</p> |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|---|---|---|
| <p>7. À la <b>FAO</b> de déléguer des pouvoirs, au plus bas niveau possible, pour les activités opérationnelles, pour toute la durée de la campagne antiacridienne.</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 4: « ... la délégation... à l'entité de rang inférieur a des chances d'améliorer les activités en supprimant les obstacles bureaucratiques et administratifs et en accélérant le processus de mise en œuvre...le plus souvent, la décentralisation des responsabilités et de la gestion peut améliorer l'exécution des activités ... et ...assurer la présence des compétences et capacités nécessaires au niveau décentralisé... il est essentiel que la FAO considère cette recommandation...avec celles qui la complètent, y compris les recommandations 8 et 9... ».</p> | <p><b>Acceptée en grande partie</b></p> <p>La délégation au représentant de la FAO et à son personnel est essentielle à la rationalisation, du point de vue de la FAO. Comme les demandes du Fonds central doivent être approuvées par le Coordonnateur résident des Nations Unies dans le pays touché, le Représentant de la FAO joue un rôle clé dans l'obtention de cet appui et la mise à disposition rapide et sans heurt des ressources du projet dans la limite générale de 3 mois. Depuis 2005, TCE a formé du personnel des bureaux des représentants de la FAO de tous les pays de la ligne de front et de la plupart des pays touchés dans les domaines de l'évaluation des moyens d'existence et des moyens courants efficaces d'exécution des projets de secours d'urgence. Permettant de prévoir des catastrophes soudaines telles que tsunamis, tempêtes de vent et tremblements de terre, bon nombre de ces outils peuvent également servir aux opérations de lutte antiacridienne. Les limites imposées aux passations de marchés à l'échelon local rendent des dérogations nécessaires, mais avec les inventaires semestriels des pesticides, pulvérisateurs/matériels de lutte antiacridienne et services d'application aérienne, les mandats types et les appels d'offres préliminaires, les dérogations permettant la délégation à l'échelon local pendant la durée de la campagne peuvent être accordées, ainsi que pour l'achat direct auprès de certains fournisseurs choisis pour des raisons techniques pour certains équipements de lutte antiacridienne tels que pulvérisateurs, GPS ou matériels de radio/communication.</p> |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|---|---|--|
| <p>8. D'octroyer à un futur Centre d'intervention antiacridienne d'urgence de la FAO une direction unique et unifiée et une délégation de pouvoirs élargie et de le reconnaître comme une entité opérationnelle, disposant de son propre code comptable, et non pas de celui du Bureau des opérations spéciales de secours (OSRO), de faciliter l'identification d'ouvertures de crédits du budget ordinaire et de crédits extrabudgétaires, mis à sa disposition par l'Organisation.</p> | <p><b>Catégorie A +: approbation sous réserve.</b> Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 4: « ... <i>juge impératif de laisser le soin à la FAO et à ses partenaires du système des Nations Unies d'étudier cette question et de se prononcer. Le message implicite de cette recommandation devrait être qu'en cas d'urgence, l'organisation hiérarchique doit être simplifiée pour garantir efficacité et efficience.</i> »</p> | <p><b>Acceptée</b></p> <p>La Direction accepte et accueille avec satisfaction un modèle de direction unifiée sous l'autorité du Chef du service technique, comme dans le cas de l'ECTAD pour la grippe aviaire; le Centre de gestion des crises (AG) approuvé par le Conseil appliquera ce principe à la lutte antiacridienne et aux problèmes de sécurité alimentaire.</p> <p>Actuellement, la Direction de la FAO envisage un Mécanisme de réponse aux situations d'urgence (ERM) conçu sur la base du Système de maîtrise des crises avec une direction unifiée. Il est tenu compte de l'expérience de la lutte antiacridienne dans la conception de l'ERM, et cette lutte utilisera l'ERM, une fois reçue l'approbation.</p> <p>La FAO convertira le code comptable de l'OSRO en 2007 pour consolider les codes des fonds fiduciaires.</p> |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|---|---|---|
| <p><b>9.</b> Doit être examinée avec la recommandation <b>24c</b></p> <p>À la <b>FAO</b> de s'efforcer de présenter aux bailleurs de fonds, et dès le lancement des appels, une stratégie claire, intégrée au continuum secours/remise en état/développement, et axée non seulement sur les problèmes immédiats liés à l'élimination des criquets pèlerins, mais aussi sur des problèmes connexes touchant à des aspects humanitaires et à la protection des moyens d'existence des population.</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 5: « ... <i>cette recommandation complète la recommandation 24c qui demande à la FAO de concevoir des enveloppes d'assistance à multiples facettes pour traiter globalement la question de la lutte antiacridienne...la mise en œuvre de cette approche convient, étant donné le niveau de risque que représente une invasion de criquets pèlerins pour les communautés touchées...les pays exposés au risque de fréquentes invasions de criquets pèlerins sont encouragés à envisager de concevoir et mettre en œuvre une approche similaire.</i> »</p>   | <p><b>Acceptée très volontiers par la Direction</b></p> <p>La principale innovation recommandée par l'Évaluation; la FAO introduira des aspects humanitaires dans les demandes initiales à travers le mécanisme du Fonds central, suivis d'Appels éclair ou communs, selon les besoins; ces appels seront appuyés par des cartes ou d'autres données sur la vulnérabilité des moyens d'existence tirées d'études saisonnières effectuées par un réseau de partenaires liés au Comité permanent interorganisations, pour cibler les communautés particulièrement vulnérables en vue d'un accès prioritaire aux filets de sécurité en cas d'attaque de criquets pèlerins et offrir des critères pour mesurer l'impact. Ces éléments, standard pour toutes les demandes du Fonds central et autres demandes de l'OCHA/Comité permanent interorganisations, seraient ensuite utilisés comme stratégies de base pour les demandes présentées aux autres donateurs.</p> |
| <p><b>10.</b> Aux <b>pays touchés</b> d'adopter des stratégies de nature à garantir que les opérations de lutte antiacridienne se déroulent à la fois dans les zones à fort potentiel de production et dans celles à faible potentiel de production, où l'agriculture est généralement pratiquée par des agriculteurs aux ressources très limitées.</p>   | <p><b>Catégorie A +</b> : approbation sous réserve. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 5: « ... <i>attribue fermement la responsabilité... aux... unités nationales ... également... de maintenir des communications effectives avec d'autres partenaires lors de la planification et de la mise en œuvre des interventions...les communautés les plus vulnérables sont souvent tributaires de maigres moyens de subsistance: agriculture, élevage. Le filet de sécurité économique et sociale de ces communautés est considéré comme le plus fragile, où le moindre choc extérieur peut gravement perturber les conditions de vie. Les pays concernés doivent aussi... limiter le choc pour les populations les plus vulnérables, pour autant que les facteurs politiques puissent influencer sur des décisions qui peuvent avoir un effet durable sur les communautés visées.</i> »</p> | <p><b>La FAO approuve</b> cette recommandation qui s'adresse aux pays touchés, et se félicite des possibilités d'améliorer la planification et d'évaluer l'impact de la lutte antiacridienne sur les moyens d'existence, notamment dans les zones à faible potentiel de production. La FAO pourrait contribuer à l'élaboration de stratégies par les pays touchés en fournissant des données cartographiques plus détaillées sur la vulnérabilité (recommandation 9) pour aider à la planification. Des données sur la surveillance des criquets pèlerins peuvent être fournies, notamment par la FAO, en plus des unités nationales de lutte antiacridienne, pour confirmer les dommages causés aux récoltes par les essaims de criquets dans certains endroits précis.</p>  |

| Recommandations  | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|--|--|--|
| <p><b>11.</b> Les <b>pays concernés</b> mettent sur pied des mécanismes permettant d'estimer dans leur ensemble les avantages de la campagne de lutte antiacridienne (valeur de la production sauvée et avantages additionnels).</p>   | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 6: « ... <i>11 et 12 reconnaissent ... l'importance de la collaboration entre les pays hôtes, les entités régionales, les établissements de recherche, la FAO et d'autres partenaires pour aider ... en fournissant les outils nécessaires à la collecte et à l'analyse des données de terrain et pour aider à interpréter l'impact des dommages causés par le criquet pèlerin et la valeur des interventions... cela nécessitera de gros efforts de toutes parts... continue de nuire aux efforts en vue de décrire efficacement les contributions des interventions à la sécurité alimentaire d'ensemble et au bien-être économique des pays visés par les menaces d'invasion de criquets pèlerins... les pays touchés doivent saisir cette occasion pour renforcer leurs capacités ... »</i></p> | <p><b>La FAO approuve</b> la recommandation et est prête à coopérer.</p>   |
| <p><b>12.</b> Les structures <b>nationales</b> compétentes soient associées à la collecte des données requises et à l'établissement des estimations relatives aux avantages de la campagne de lutte antiacridienne (services des statistiques agricoles, etc.).</p>  | <p><b>Catégorie A +</b>, approbation sous réserve. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p><i>Voir commentaire au point 11</i></p>   | <p><b>La FAO approuve</b> la recommandation et est prête à coopérer.</p>   |
| <p><b>13.</b> Les capacités des professionnels de l'environnement et de la santé soient renforcées par l'intermédiaire de formations axées sur la compréhension et l'application des normes de qualité, des procédures et réglementations relatives à l'environnement et des mesures de précaution, de réduction et d'atténuation et que les professionnels de l'environnement et de la santé disposent des moyens logistiques et financiers nécessaires pour procéder à des tests de qualité et à des inspections sur le terrain.</p> | <p><b>Catégorie A +</b>, approbation sous réserve. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p>  | <p><b>La FAO reconnaît</b> que des efforts supplémentaires sont certainement nécessaires, mais note qu'une proportion importante et croissante de fonds des donateurs est utilisée pour renforcer ces capacités et pour réduire les risques pour la santé et l'environnement dans les derniers mois de la campagne. Ces efforts ont été développés, notamment par des révisions budgétaires et de nouveaux projets, à partir de 2006, et se poursuivent.</p> |



| Recommandations  | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|--|--|---|
| 14. Les agents chargés de l'utilisation des pesticides soient formés et sensibilisés, afin de bien comprendre et d'appliquer les règles et réglementations relatives à l'utilisation des pesticides.   | <b>Catégorie A</b> , simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.  | <b>Acceptée</b>   |
| 15. Le personnel spécialisé participant aux opérations de lutte chimique contre les acridiens fasse l'objet d'une surveillance médicale et soit notamment muni d'équipements de protection adaptés.  | <b>Catégorie A</b> , simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.  | <b>Acceptée</b>   |
| 16. Il soit mis fin, pour des raisons de sécurité, à la participation des brigades villageoises et phytosanitaires aux opérations de lutte chimique contre les criquets, mais que, dans le même temps, leurs capacités de surveillance des criquets soient renforcées. | <b>Catégorie A +</b> : approbation sous réserve. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.  | <b>La FAO se félicite</b> de cette recommandation, qui confirme la position affichée depuis longtemps par le Service de la protection des plantes; l'exécution devrait comprendre des campagnes d'éducation dans les communautés, et éventuellement des partenariats avec les programmes de protection intégrée (PI) et les programmes de fermes-écoles dans les pays touchés |
| 17. À <b>toutes les parties concernées</b> , d'éviter de commander et de distribuer des pesticides en emballages de capacité inférieure à 50 litres, et de ne procéder à l'achat de pesticides qu'en emballages métalliques de grande capacité, 100-200 litres.        | <b>Catégorie B</b> , complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.<br><br><i>Page 6: « ...l'utilisation très répandue de méthodes non normalisées de conditionnement et d'achat de pesticides est cause de préoccupation pour de nombreux [donateurs] et les a peut-être dissuadés d'offrir ces produits...en outre... de plus petits conteneurs sont plus faciles à transporter, ne présentent pas de risques de pertes au chargement, déchargement et rechargement... les plateformes et équipements de pulvérisation tels que pulvérisateurs montés sur aéronefs et véhicules à grande capacité nécessitent un conditionnement/des conteneurs d'utilisation plus facile. À cet égard, il importe de faire participer les pays bénéficiaires aux décisions concernant le conditionnement et les conteneurs à fournir ou non. »</i> | <b>La FAO accepte</b> cette recommandation, qui est conforme à ses règles concernant les achats de pesticides conventionnels.<br><br>Les biopesticides tels que Green Muscle™ peuvent nécessiter des procédures spéciales.  |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|---|---|---|
| <p>18. L'introduction de presse-fûts dans tous les pays touchés par le criquet pèlerin, afin de détruire les contenants métalliques. La promotion, par les unités <b>nationales</b> de lutte antiacridienne, du recyclage des contenants en fonderie après compression.</p> | <p><b>Catégorie A</b>, simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.</p>   | <p><b>Acceptée</b><br/>Va dans le sens de l'actuel Programme des pesticides périmés, y compris du Programme d'élimination des stocks africains de pesticides périmés.</p>   |
| <p>19. De conclure un accord, en collaboration avec la <b>FAO</b> et les <b>pays de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la Région occidentale (CLCPRO)</b>, avec les fabricants de pesticides, pour la récupération de leurs contenants.</p>              | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 7: « ...<i>arrangement important qu'il faut faire longtemps avant tout achat ou livraison de produit... comportera des coûts additionnels... une négociation engagée sans tarder permet certainement de réduire le coût et d'éliminer la nécessité d'une planification après coup pour la récupération et la remise en état d'éventuels conteneurs restants... nécessité ... d'encourager les fournisseurs à convenir de la récupération des excédents de produits chimiques...récupération et remise en état des conteneurs vides et des produits en excédent au niveau des achats nationaux élimine la nécessité de se débarrasser des pesticides dangereux et périmés et limite l'utilisation de conteneurs vides pour stocker les aliments, l'eau, les aliments pour le bétail et autres biens personnels. Suggère en outre que toutes les commissions régionales, y compris la CRC et la SWAC, et les autres pays touchés par le criquet pèlerin devraient connaître les arrangements à conclure avec les vendeurs...dès le début du processus. Sans des engagements plus larges, ... on n'envisage pas de solution durable, mais plutôt des replâtrages. »</i></p> | <p><b>Acceptée</b><br/>Cette recommandation donne une impulsion supplémentaire à un dialogue qui se poursuit depuis plus de 5 ans entre la FAO et l'industrie des pesticides. Certains progrès ont été enregistrés dans un ou deux cas, mais ils se limitent généralement aux pesticides eux-mêmes et ne vont pas jusqu'aux conteneurs.</p> |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|---|---|---|
| <p><b>20.</b> De mettre en œuvre une étude <u>conjointe entre la FAO et les pays concernés</u>, pour identifier les raisons des coûts élevés des opérations de lutte antiacridienne dans certains pays touchés, de façon à en tirer les éléments de recommandations pour une meilleure efficacité de la lutte antiacridienne.</p>   | <p><b>Catégorie A</b>, simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.</p>   | <p><b>La FAO accepte</b> les conclusions de l'Évaluation des vastes différences de coût de la lutte par hectare. L'effet particulier des coûts élevés de location d'aéronefs et des heures de vol devrait être précisé. Une ou plusieurs études doivent être effectuées <u>conjointement</u> par les pays touchés et la FAO car les causes de ces variations sont probablement liées à des facteurs historiques et aux politiques suivies. Un atelier réunissant des participants de plusieurs pays serait donc un moyen efficace d'appliquer ces leçons à l'établissement des plans d'intervention futurs.</p> |
| <p><b>21.</b> Il est recommandé que:</p> <p><b>21a)</b> une stratégie de lutte antiacridienne préventive et efficace soit mise en place dans <u>tous les pays de la Région occidentale où les zones de reproduction saisonnière existent</u>, afin de réduire le risque de recrudescences et de résurgences futures, par la détection en temps opportun d'une situation de pré-urgence. La mise en œuvre d'une telle stratégie permettrait d'éviter les pertes de récoltes et de pâturages et de limiter considérablement les coûts de la lutte en intervenant à un stade précoce avec des opérations d'ampleur limitée, et d'utiliser des moyens de lutte antiacridienne plus sûrs et moins nocifs pour l'environnement.</p> <p><b>21b)</b> Une structure de lutte antiacridienne nationale, opérationnelle et autonome, habilitée à prendre des décisions administratives et techniques concernant les opérations de lutte antiacridienne, soit créée <u>dans chacun des pays de la ligne de front</u>. Les gouvernements concernés doivent accorder un soutien institutionnel, matériel et financier efficace à cette structure. Celle-ci devrait pouvoir profiter pleinement des ressources matérielles, financières et techniques reçues lors de la recrudescence de 2003-05.</p> <p><b>21c)</b> Un budget <u>national</u> adéquat soit alloué au fonctionnement de la structure nationale de lutte antiacridienne afin d'assurer la durabilité de la stratégie de lutte préventive.</p> | <p><b>Catégorie A +:</b> approbation sous réserve. Soumise à l'approbation du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 7: « <i>Les recommandations 21a-e ont été approuvées par le Comité de lutte contre le criquet pèlerin avec une note aux pays hôtes pour assurer et appuyer la question fondamentale de la durabilité par des engagements financiers et administratifs adéquats envers des unités de lutte antiacridienne nationales indépendantes dotées de la pleine autorité nécessaire pour honorer leurs responsabilités financières et administratives.</i> »</p> | <p><b>La FAO approuve sans réserve</b> les recommandations <b>21a à 21d</b>, qui apportent un appui opportun aux efforts de la FAO en vue de renforcer les unités nationales de lutte antiacridienne et de leur assurer un financement adéquat et qui soutiennent ces unités dans leur volonté d'examiner et d'adapter l'expérience acquise dans le cadre d'EMPRES dans la Région centrale aux pays de la ligne de front de la Région occidentale.</p>  |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin     | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|---|---|--|
| <b>21d)</b> Le programme EMPRES exécuté dans la Région occidentale soit appuyé efficacement par <u>les pays membres de la CLCPRO et par les donateurs</u> .   |   |  |
| <b>21e) <u>Les pays du Sahel exposés aux invasions acridiennes</u></b> conservent une capacité de lutte contre le criquet pèlerin à l'intérieur des services de protection des végétaux et fassent en sorte que les enseignements tirés pendant la campagne 2003-2005 soient analysés, diffusés et relayés par des moyens appropriés tels que la formation. | <b>Catégorie A +:</b> approbation sous réserve. Soumise à l'approbation du Comité de lutte en 2006.<br><i>Voir commentaire au point 21a</i> | <b>Approuvée</b><br><br>Les leçons tirées des expériences des pays du Sahel en 2003-05 seraient également pertinentes dans certains pays des régions orientale et centrale.  |
| <b>21f)</b> Les capacités humaines en matière d'acridologie soient renforcées afin que les spécialistes actuels du criquet pèlerin puissent être opportunément remplacés, car nombre d'entre eux prendront leur retraite dans les dix ou quinze prochaines années.  | <b>Catégorie A +:</b> approbation sous réserve. Soumise à l'approbation du Comité de lutte en 2006.<br><i>Voir commentaire au point 21a</i> | <b>Approuvée sans réserve par la FAO</b><br><br>Cela permettra à la FAO et ses partenaires de mobiliser de nouveaux fonds pour former une nouvelle génération de spécialistes scientifiques et des opérations de lutte antiacridienne. |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|---|--|---|
| <p><b>22.</b> Il est recommandé que:</p> <p><b>22a)</b> Le rôle et les responsabilités du Secrétariat de la CLCPRO soient revus et que les ressources adéquates lui soient fournies afin qu'il puisse assumer efficacement ses responsabilités à moyen et long termes. Le Secrétariat doit être le principal contact avec les pays de la région pendant les phases de rémission et d'urgence.</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'approbation du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 8: « ... <b>22a</b> à c comme deux recommandations, à savoir : 1) redéfinir/réaligner les rôles et responsabilités de la CLCPRO, et 2) la doter de ressources adéquates pour ses activités à court, moyen et long termes afin de lui permettre de répondre aux urgences en cas de résurgence, de renforcer les capacités aux niveaux national et régional et de servir de lien entre les pays, les donateurs, la FAO et d'autres partenaires...ces recommandations tendent à répondre à la perception du vide laissé par le démantèlement de l'OCLALAV après l'invasion de criquets/sauteriaux de 1986-89...le doute persiste sur le point de savoir si la recommandation <b>22a</b> demande que la CLCPRO redéfinisse ses rôles et responsabilités ou se réorganise comme une nouvelle OCLALAV en faisant des opérations de lutte l'une de ses principales activités.</p> | <p><b>Acceptée en partie</b></p> <p>Le rôle et les responsabilités de la CLCPRO doivent être revus, y compris pendant les deux années qui ont suivi la fin de la recrudescence de 2003-05. Un volume substantiel de nouvelles ressources, sous la forme du programme EMPRES-Région occidentale, a été affecté, et les activités de la CLCPRO, y compris les contacts avec les pays de la région, son action et certains résultats initiaux observés dans les pays membres, devraient être documentées et analysées.</p> |
| <p><b>22b)</b> En cas de nouvelle urgence, <b>les pays membres, les donateurs et la FAO</b> délèguent de nouvelles responsabilités opérationnelles et financières au Secrétariat de la CLCPRO.</p>  | <p>Pour ce que cela vaut, il y a lieu d'étudier avec soin la possibilité de renforcer la CLCPRO et de lui confier davantage de responsabilités qu'elle ne peut en assumer actuellement. [Le Groupe de travail du Comité de lutte contre le criquet pèlerin] suggère que la CLCPRO, en collaboration avec les pays membres et le secrétariat, y compris le programme EMPRES-Région occidentale, examine cette possibilité et d'autres options et propose une description claire de ses rôles et responsabilités... les questions générales telles que la mobilisation des ressources pendant les opérations d'urgence et le renforcement des capacités sont applicables à la CRC et, dans une certaine mesure, à la Commission de lutte contre le criquet pèlerin en Asie du Sud-Ouest . »</p>  | <p><b>Acceptée en partie</b></p> <p>Conformément à la recommandation 7, les responsabilités financières et opérationnelles en cas d'urgence doivent être déléguées au niveau le plus bas, ce qui peut souvent correspondre à la CLCPRO, mais souvent aussi aux équipes nationales de lutte antiacridienne</p>   |

| Recommandations  | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|--|--|--|
| <p><b>22c)</b> Afin de renforcer la CLCPRO et de faire en sorte que ses activités soient exécutées plus efficacement, les différents éléments du programme EMPRES de la Région occidentale entrent dans le champ de compétence du Secrétariat, tout comme le programme de la Région centrale avait été incorporé dans la structure de la Commission de la Région centrale.</p>   | <p><i>Voir commentaires aux points 22a et b</i></p>  | <p><b>Acceptée en principe</b></p> <p>La FAO note que dans la Région centrale, les composantes ont été réalignées plus de sept ans après le financement intégral du Programme EMPRES. Bien qu'il ne doive pas y avoir de retard, les éléments de base doivent être présents et documentés par une évaluation avant de pouvoir être convenablement incorporés. Deux années de financement intégral pourraient ne pas être encore suffisantes. Cela confirme la nécessité d'une Évaluation à mi-parcours de la Région occidentale du Programme EMPRES.</p> |
| <p><b>23.</b> Il est recommandé que:</p> <p><b>23a)</b> Dans un premier temps, la capacité humaine du Service d'information sur le criquet pèlerin de la <b>FAO</b>, qui ne compte qu'un seul spécialiste, soit augmentée et que, parallèlement, une étude soit conduite sur la masse critique nécessaire au Groupe acridiens et autres migrants nuisibles pour assumer l'ensemble très divers de ses activités avec efficacité.</p> | <p><b>Catégorie A +:</b> approbation sous réserve. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 9: « <i>n'a pas identifié de questions à débattre au sujet de la recommandation 23a et laisse à la FAO le soin d'un examen plus approfondi et d'une suite.</i> »</p>   | <p><b>Acceptée</b></p>   |
| <p><b>23b) <u>La FAO et les États membres</u></b> reconnaissent et appuient le Comité de lutte contre le criquet pèlerin, et tirent un parti maximal du Groupe technique sur le criquet pèlerin afin d'examiner les besoins liés à la mise au point de moyens de surveillance et de lutte antiacridiennes, et de préparer des propositions appropriées.</p>  | <p><b>Catégorie A +:</b> approbation sous réserve. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 9: « <i>Le MERWOG voit l'exécution... par divers moyens, y compris le paiement des sommes dues en temps voulu. ...l'existence d'une courbe d'apprentissage... souligne l'importance de l'obtention de rapports des précédents participants à la réunion et de l'information des nouveaux participants au niveau institutionnel... la mémoire institutionnelle doit être maintenue..., les questions seront débattues plus calmement, et la productivité sera grandement améliorée...</i> »</p> | <p><b>Acceptée en partie</b></p> <p>Le Groupe technique sur le criquet pèlerin a été dissous lors de la trente-huitième session du Comité de lutte contre le criquet pèlerin, en septembre 2006. Des groupes d'experts engagés pour une durée déterminée par le Comité de lutte contre le criquet pèlerin pour traiter de questions techniques précises remplaceront le Groupe technique.</p>  |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation |
|---|--|---|
| <p><b>23c)</b> Des arrangements soient conclus permettant aux représentants de la <b>FAO</b>, en cas de nouvelle urgence acridienne, de collaborer efficacement avec les pays et de les aider tout au long des étapes à franchir pour coordonner et mobiliser l'aide internationale nécessaire, en présentant des plans d'action précis et des propositions sur la manière de les exécuter, et en déterminant le soutien international dont ils ont besoin.</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 9: « <i>Bien qu'elle s'adresse en grande partie à la FAO,... cette recommandation nécessite des ressources ... qui dépassent largement les moyens de la FAO... reconnaît l'importance de plans d'actions, de projets et d'appels à l'aide internationale, que d'autres recommandations ont évoquée (par ex., 25, 28)... le groupe insiste sur des plans d'action, des projets et des activités réalistes et réalisables, répartissant rationnellement les rôles et les responsabilités.</i> »</p> | <p><b>Acceptée en grande partie</b></p> <p>Comme indiqué au titre de la recommandation 7.</p>   |

| Recommandations  | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|--|---|---|
| <p><b>24.</b> Il est recommandé que:</p> <p><b>24a)</b> en cas de nouvelle urgence, des possibilités soient explorées en vue d'établir des fonds régionaux multidonateurs à l'appui des programmes de lutte régionaux facilitant la mise en œuvre efficace des futures campagnes de lutte antiacridienne. Une attention accrue doit être accordée à la manière dont la visibilité et les préférences des donateurs peuvent être prises en compte dans un dispositif multidonateurs.</p> <p><b>24b)</b> <u>La FAO et les donateurs</u> explorent la possibilité d'élaborer un mécanisme suffisamment flexible pour réorienter et réaffecter les fonds des donateurs à la FAO avec un minimum de contraintes administratives, afin de répondre efficacement aux urgences lorsqu'elles apparaissent ou lorsque la situation évolue. Un tel instrument doit être mis en place pendant la période de négociation budgétaire afin que les documents de projet puissent faire apparaître explicitement l'importance de la flexibilité.</p> <p><b>24c)</b> À l'avenir, en vue d'aider les populations concernées, des dispositions soient prévues <u>dans les accords concernant les projets de lutte antiacridienne</u> pour qu'une partie des ressources financières soit réservée à l'aide alimentaire et aux activités de réhabilitation, dans le cas où de telles activités sont nécessaires.</p> | <p>Catégorie B, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 10: « ... <i>24a et b s'adressent en grande partie aux donateurs et à la FAO et demandent une meilleure collaboration et de meilleures actions. La recommandation 24c va au-delà de ces deux groupes. Elle demande également à d'autres institutions du système des Nations Unies qui en ont les moyens d'offrir une assistance matérielle, technique ou logistique.</i></p> <p>[Le Groupe de travail du Comité de lutte contre le criquet pèlerin] <i>prend acte de l'inclusion d'un élément très important qui n'était pas directement inclus en tant que tel dans les opérations de lutte antiacridienne. Il s'agit de la question des secours et du relèvement des populations touchées... élément important qui nécessite l'engagement de divers acteurs, y compris les équipes de lutte antiacridienne et d'opérations de secours de la FAO, d'autres organismes des Nations Unies qui traitent des réponses humanitaires et des donateurs. La FAO peut aussi tirer profit de la présence d'autres groupes qui ont participé à des activités de secours complexes et ont accumulé des compétences et une expérience substantielles de la réponse aux crises sur le terrain. »</i></p> | <p><b>24a Acceptée</b></p> <p>Cette recommandation fait en grande partie écho à la recommandation 4.</p> <p><b>24b Acceptée</b></p> <p>Cette recommandation est particulièrement bien accueillie, car vers la fin de 2005, il est apparu clairement que souvent, les fonds n'étaient plus nécessaires pour les pesticides et les heures de vol, mais plutôt pour réduire les risques que fait peser pour l'environnement et la santé humaine l'existence de stocks de pesticides. Cela a conduit la FAO à restituer des fonds à certains donateurs qui avaient été affectés à l'achat de pesticides, tout en continuant à demander des fonds pour d'autres éléments de la même campagne de lutte antiacridienne.</p> <p><b>24c Acceptée</b></p> <p>Accord avec le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires et d'autres sources de financement humanitaire.</p> |



| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|---|--|---|
| <p><b>25.</b> Il est recommandé que:</p> <p><b>25a)</b> Des plans d'intervention soient élaborés en matière de gestion du risque acridien à moyen et long termes, ce qui inclut des plans d'action pour la surveillance et la lutte acridiennes aux niveaux national, régional et international. Ces plans d'action doivent indiquer: i) les principales activités (y compris celles liées à l'aide financière et au redressement des populations concernées) et leurs coûts provisoires, ii) les ressources financières disponibles, leur origine (budgets internes, ressources externes) et les activités qu'elles couvriront, iii) les besoins financiers supplémentaires. Ces plans serviront de base à la préparation des plans de travail et des budgets annuels.</p> | <p><b>Catégorie ambiguë.</b> Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Pages 10 – 11: « ... souligne qu'il importe que les plans d'intervention et les plans d'action à tous les niveaux – national, régional et international... comprennent des activités de secours et de redressement, y compris une aide alimentaire en cas d'invasions acridiennes à fort impact. Propose que les plans d'intervention servent de base aux appels de fonds, qui devraient suivre les directives du Comité permanent interorganisations en la matière. Le [Groupe de travail du Comité de lutte contre le criquet pèlerin] reconnaît l'importance des plans d'intervention et autres plans d'action connexes pour une plus grande efficacité des interventions préventives et curatives. Ces recommandations s'adressent aux pays touchés, aux instances régionales - CLCPRO, CRC et SWAC – ainsi qu'aux donateurs et à la FAO... le principal rôle des donateurs suggéré indirectement ici est de se tenir informés des plans d'intervention et autres plans d'action connexes qui leur seront présentés peu à peu par cette dernière. »</p> | <p><b>Acceptée avec enthousiasme par la FAO</b></p> <p>C'est là un élément capital du travail effectué par l'agent d'EMPRES actuellement en poste au Siège de la FAO, en collaboration avec les organisations régionales et nationales et les équipes de lutte antiacridienne dans les trois régions.</p> |
| <p><b>25b)</b> À l'avenir, les appels de fonds pour les situations d'urgence reposent sur les plans d'intervention et des stratégies opérationnelles parfaitement définis, et respectent les principes et les directives adoptés par le <u>Comité permanent interorganisations</u>.</p>   | <p>Voir commentaires au point 25a</p>  | <p><b>Acceptée</b></p>  |
| <p><b>25c)</b> Des stratégies soient adoptées afin que les opérations de lutte contre le criquet pèlerin puissent être conduites dans les zones à fort potentiel productif, ainsi que dans celles à faible potentiel, où l'agriculture est généralement pratiquée par des personnes disposant de ressources très limitées.</p>  | <p><b>25c</b> Fait double emploi avec la recommandation n° 10. Suppression acceptée par le Comité de lutte en 2006.</p>  | <p>Voir commentaires sur la recommandation 10.</p>  |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|---|--|--|
| <p><b>26.</b> En ce qui concerne les procédures opérationnelles de la <b>FAO</b>, Deux possibilités pour les actions à mener à l'avenir:</p> <p><b>26a)</b> soit la <b>FAO</b> formule et met en œuvre des procédures appropriées pour faire face à de futures urgences acridiennes de façon plus efficace et plus rapide.</p> <p><b>26b)</b> soit il convient d'examiner la possibilité de confier à l'extérieur l'essentiel de ses responsabilités opérationnelles.</p> | <p>Catégorie B, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 11: « <i>ces recommandations relèvent exclusivement du domaine de la FAO, et la FAO doit les étudier attentivement et en discuter.</i> »</p> | <p><b>Les deux options sont acceptées judicieusement</b></p> <p>La rationalisation des procédures a été traitée précédemment (recommandations 5 et 7). En ce qui concerne les questions opérationnelles, en particulier les applications de pesticides, dans les campagnes de lutte antiacridienne, elles sont déjà sous-traitées; par mesure de prudence, il conviendrait de rechercher d'autres possibilités de sous-traitance lorsque les compétences voulues sont facilement accessibles: de même que TCE bénéficie d'un personnel logistique détaché du PAM, AGP devrait examiner avec ces agents les possibilités de sous-traiter les aspects logistiques des applications de pesticides et de l'utilisation d'aéronefs et d'équipements et négocier des plans de secours; de plus, l'évaluation d'impact a des chances d'être mieux traitée par des universités ou des ONG partenaires.</p> |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|---|---|--|
| <p>27. Il est recommandé:</p> <p>27a) de transformer le Comité de lutte contre le criquet pèlerin d'un comité essentiellement technique en un mécanisme au sein duquel toutes les parties concernées (<u>pays touchés, bailleurs de fonds et FAO</u>) s'accorderont sur la définition d'intérêts et d'activités communs, et élaboreront des programmes de travail conjoints en liaison directe avec les bailleurs de fonds.</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Pages 11 – 12: « ... le but des recommandations 27a à c: une meilleure compréhension des rôles et des responsabilités des divers acteurs avant, pendant et après une action antiacridienne d'urgence, à savoir des responsabilités institutionnelles. Toutefois, [le Groupe de travail du Comité de lutte contre le criquet pèlerin] ne voit pas le Comité de lutte contre le criquet pèlerin en soi comme un organisme technique... étant donné la représentation gouvernementale en son sein, le groupe juge important que les délégués aient toute latitude pour discuter des questions et formuler les politiques et des procédures nécessaires pour définir ses rôles et responsabilités et s'en acquitter efficacement. » [Le Groupe de travail] considère le Comité de lutte contre le criquet pèlerin comme un comité composé de pays hôtes, de donateurs et d'institutions internationales qui supervisent toutes décisions importantes concernant le criquet pèlerin... ne voit pas d'autres facteurs externes ...ayant un impact sur les intérêts des pays hôtes, des donateurs et autres. »</p> | <p><b>Acceptée</b></p> <p>À discuter avec d'autres parties, d'abord pour déterminer leurs intentions concernant le Comité de lutte contre le criquet pèlerin et étudier de nouveaux objectifs potentiels pour le Comité de lutte contre le criquet pèlerin dans le contexte d'une amélioration des mécanismes d'appel des Nations Unies (tels que le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires).</p> |
| <p>27b) D'organiser régulièrement des réunions des <u>Commissions régionales</u>, au plus haut niveau, pour assurer le soutien des pays membres aux décisions qui y sont prises.</p>  | <p>« La recommandation 27b est plus ou moins implicite dans d'autres recommandations où il est suggéré que la CLCPRO redéfinisse ses rôles et responsabilités. Si cette recommandation est recevable par la Commission, ...27b peut aussi être traitée dans le contexte plus large du processus de redéfinition. [Le Groupe de travail] maintient que la CLCPRO devrait accorder à cette recommandation et aux recommandations précédentes ayant un rapport avec elle l'attention qui convient et proposer une procédure viable sur l'opportunité d'une participation de haut niveau à ses réunions. »</p>  | <p><b>Acceptée</b></p> <p>AGP assure la facilitation en tant que secrétariat aux commissions régionales.</p>   |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|---|---|--|
| <p><b>27c)</b> La possibilité d'élaborer un accord multilatéral relatif à la lutte antiacridienne soit envisagée afin de formaliser l'engagement et le soutien de <b><u>l'ensemble des principaux acteurs concernés</u></b>.</p>  | <p><i>Voir commentaire au point 27a</i></p>   | <p><b>Acceptée</b></p>   |
| <p><b>28.</b> Il est recommandé que:</p> <p><b>28a)</b> un plan d'action et un cadre juridique appropriés soient élaborés concernant l'utilisation conjointe des capacités de lutte existantes des pays du Maghreb au sein de la Région occidentale, sous la supervision de la Commission FAO de lutte contre le criquet pèlerin dans la région..</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 12 – 13: « ... <b>28a à c</b> portent sur l'amélioration de la collaboration régionale et sur l'optimisation des ressources... une sorte de mécanisme opérationnel formel est mis en place pour renforcer les collaborations nord-sud, sud-sud et sud-nord d'une façon plus formelle. [Le Groupe de travail du Comité de lutte contre le criquet pèlerin] <i>approuve et estime que la CLCPRO devrait prendre l'initiative d'amorcer le dialogue entre les pays membres de la région en vue de rendre formelles et légales ces collaborations, qui devraient en fin de compte être rendues obligatoires.</i></p> | <p><b>La FAO partage totalement</b> l'idée de l'Équipe d'évaluation que le rôle des pays du Maghreb a été déterminant dans la maîtrise de la recrudescence de 2003-05. Il y a eu notamment quelques activités transfrontières et nombre de donations de pesticides et de services d'experts. Les plans d'intervention et les plans d'action pour de futures opérations conjointes transfrontières amélioreraient l'efficacité et l'efficience de ces opérations et en réduiraient l'impact sur l'environnement et la santé</p> |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin   | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|---|---|---|
| <p><b>28b)</b> Des accords soient conclus <u>entre les différents pays de la région</u> en vue d'encourager, d'organiser, de faciliter et de mettre en œuvre des opérations transfrontières conjointes.</p>   | <p><i>Il est tout aussi important que cette question soit convenablement discutée entre les pays membres, et entre ceux-ci et la CLCPRO, et que ces pays soient encouragés à adopter une attitude d'intervention en amont envers ce processus et son accélération.</i></p> <p>Le [Groupe de travail du Comité de lutte contre le criquet pèlerin] <i>est également conscient de l'importance de l'inclusion des questions intersectorielles telles que la formation, le renforcement des capacités, et la collaboration régionale, qui sont autant de dénominateurs communs pour les trois Commissions de lutte antiacridienne. Les similarités entre le CRC et la CLCPRO sont plus visibles, et les questions adressées à l'un sont également applicables à l'autre. On peut également observer certains points communs avec la SWAC, sa situation actuelle semble limiter l'extrapolation des dénominateurs communs entre les premières commissions et celle-ci ... L'évolution progressive de la SWAC devrait être examinée de près et elle aussi devrait pouvoir bénéficier de communications d'information présentant un intérêt commun.</i></p> | <p>La CLCPRO est l'institution appropriée pour l'établissement d'un cadre juridique pour l'utilisation conjointe des capacités existantes entre les pays de la Région occidentale, et la FAO accepte qu'un tel cadre soit établi sous l'égide de la CLCPRO.</p> <p>Lorsque ce cadre sera en place, il faudra ensuite que des accords soient conclus entre les divers pays de la région.</p> <p>Tandis que ces accords sont négociés, il faudra établir des estimations de coût fondées sur une connaissance précise des approches de la lutte antiacridienne et obtenir des investissements dans les pays du Maghreb.</p> |
| <p><b>28c)</b> Des estimations de coûts soient élaborées pour déterminer le degré d'aide des donateurs exigé afin d'utiliser effectivement les équipes de lutte et les ressources aériennes du Maghreb dans les pays du Sahel dans le cas d'une nouvelle situation d'urgence.</p> | <p>Le [Groupe de travail du Comité de lutte contre le criquet pèlerin] <i>n'est pas tout à fait convaincu que les collaborations régionales, en particulier les collaborations nord-sud, devraient être financées par les donateurs comme il est suggéré sous la recommandation 28c ci-dessus. Toutefois, il reconnaît l'importance de la présence de véhicules régionaux tels que la force du Maghreb pour offrir l'assistance régionale...</i></p>  | <p>Des estimations de coûts fondées sur une compréhension spécifique des approches de lutte et des investissements existants dans les pays du Maghreb doivent être élaborées tout en concluant les accords visés aux points <b>28a</b> et <b>b</b>.</p>   |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation   |
|---|--|---|
| <p><b>29.</b> Il est recommandé que:</p> <p><b>29a)</b> Une méthodologie adoptée conjointement pour évaluer les conséquences socioéconomiques des invasions acridiennes soit élaborée par <b>les différentes autorités concernées</b>.</p> <p><b>29b)</b> Un cadre d'intervention <b>mondial</b> soit élaboré, qui tienne compte des évaluations effectives de l'impact socioéconomique des invasions acridiennes et des opérations de lutte.</p> <p><b>29c)</b> En cas de nouvelles situations d'urgence, des études nutritionnelles, sociales et économiques intégrant un large spectre de compétences et de disciplines pertinentes soient conduites d'une manière rapide, systématique et multidisciplinaire.</p> | <p><b>Catégorie B</b>, complexe, multidimensionnelle: examen supplémentaire, ressources internes ou externes. Soumise à l'examen du Comité de lutte en 2006.</p> <p>Pages 13 – 14: « ... <b>29a-c</b> sont liées aux recommandations <b>11</b> et <b>12</b>... <b>29a</b> attribue également la responsabilité d'établir une méthodologie approuvée pour évaluer les impacts socioéconomiques des invasions de criquet pèlerin entre les divers partenaires... il importe que ces exercices comprennent des études méthodiques et rigoureuses de l'impact de ces invasions sur les moyens d'existence des communautés vulnérables et sur l'économie nationale ainsi que des coûts et avantages des interventions antiacridiennes nécessaires. En outre, si la participation de divers partenaires à cette action est essentielle, il est tout aussi important que les pays hôtes, les commissions régionales et la FAO proposent collectivement des moyens stratégiques d'aider à mettre en œuvre ces recommandations. »</p> | <p><b>Acceptée 29a-c</b></p>  |
| <p><b>30.</b> Il est recommandé que les <b>pays touchés</b>:</p> <p><b>30a)</b> N'acquiescent que des pesticides homologués par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse et créent les conditions nécessaires à l'usage approprié de ces pesticides.</p> <p><b>30b)</b> Prennent les mesures nécessaires pour renforcer la conformité aux normes environnementales et imposent l'application des réglementations et des règles relatives à une manipulation, un usage et un stockage des pesticides plus sûrs.</p> <p><b>30c)</b> Évitent de commander des pesticides inutiles et de surestimer les besoins de pesticides.</p>   | <p><b>Catégorie A</b>, simple: peu de ressources extérieures nécessaires. Approuvée par le Comité de lutte en 2006.</p> <p>Page 13 – 14: « ...comme les recommandations 30a à 30e ont déjà été approuvées au moyen d'un rapport et de programmes prévus dans le cadre de l'étude des répercussions sur l'environnement des opérations de lutte antiacridienne, leur approbation par le Comité de lutte contre le criquet pèlerin n'est qu'une formalité. »</p>   | <p><b>La Direction de la FAO approuve</b> les recommandations <b>30a-30d</b> qui sont adressées au premier chef aux pays touchés. La FAO continue de chercher à renforcer la gestion des pesticides sur le terrain et au niveau des politiques nationales dans tous ses pays membres. Ces recommandations offrent clairement l'occasion de lier les obligations mondiales (des pays touchés et des pays donateurs) aux pratiques régionales, nationales et locales, et de documenter ces liens.</p> |

| Recommandations   | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|---|---|--|
| <p><b>30d)</b> des spécialistes formés au système QUEST (Quality, Environment, Health and Treatments), avec la collaboration et l'accord du programme EMPRES de la Région occidentale et de la Fondation CERES Locustox au Sénégal, et veillent à ce qu'ils soient en contact avec les unités nationales de lutte contre le criquet pèlerin afin d'examiner de manière approfondie et opérationnelle les questions liées à l'environnement et à la santé.</p> | <p><i>Voir commentaires aux points 30 a-c</i></p>   | <p><b>30d Acceptée</b><br/>La FAO a aidé à mettre en place les équipes QUEST, à les former et à identifier de nouveaux financements pour elles. Cette recommandation fournit à cette initiative en cours un appui qui est le bienvenu.</p>   |
| <p><b>30e)</b> Poursuivent, en collaboration avec la FAO, la CLCPRO, les donateurs de pesticides et les producteurs de pesticides, leurs efforts visant à établir des arrangements contractuels concernant les pesticides, y compris une banque de pesticides, afin de réduire l'accumulation de stocks de pesticides et de faciliter l'élimination des conteneurs vides.</p>   | <p><i>Voir commentaires au point 30 a-c</i></p>   | <p><b>30e Acceptée</b><br/>Arrangements contractuels propres à faciliter le prompt approvisionnement en pesticides techniquement agréés pour répondre aux résurgences de criquets, tout en réduisant les stocks de pesticides périmés, le détournement de pesticides antiacridiens vers d'autres cibles, la perturbation des marchés nationaux des pesticides par des envois excessifs de pesticides antiacridiens, et en limitant les risques pour la santé et l'environnement et les dépenses liées au transport des pesticides et à leur stockage pendant des périodes prolongées. Un certaine sorte de mécanisme financier ou banque « virtuelle » de pesticides (la recommandation 18 couvre une élimination améliorée des conteneurs).</p> |

| Recommandations  | Groupe de travail du Comité de lutte: A, A +, ou B<br>Commentaires du Groupe de travail du Comité de lutte<br>contre le criquet pèlerin  | Réponse de la Direction de la FAO<br>Accepte, Accepte en partie ou rejette la<br>recommandation  |
|--|--|--|
| <p><b>31.</b> En conséquence, il est recommandé que les études de recherche s'intéressant aux questions qui suivent soient encouragées à:</p> <p><b>31a)</b> Améliorer les techniques opérationnelles de surveillance et de lutte contre le criquet pèlerin.</p> <p><b>31b)</b> Mettre au point de nouveaux moyens de lutte.</p> <p><b>31c)</b> Utiliser les nouvelles technologies, comme les systèmes d'imagerie par satellite et les systèmes de position géographique différentiels, afin d'améliorer les opérations d'enquête, de surveillance et de lutte.</p> <p><b>31d)</b> Mieux comprendre la dynamique des populations de criquets pèlerins pendant la phase solitaire et la transition vers la phase grégaire.</p> <p><b>31e)</b> Déterminer l'incidence globale des invasions acridiennes sur l'économie des pays touchés</p> | <p><b>31a-e</b> adoptée par le Comité de lutte en 2006.<br/> <i>[Le groupe de travail du Comité de lutte a donc estimé qu'une nouvelle évaluation n'était pas nécessaire.]</i><br/> <i>Voir les commentaires aux points 30 a-c</i></p> <p><b>Prévu mais questions et recommandations manquantes:</b><br/> <i>De nombreuses recommandations discutées sur les questions de sécurité humaine et d'environnement [Groupe de travail du Comité de lutte contre le criquet pèlerin] n'ont pas donné lieu à des recommandations traitant suffisamment des exigences de procédure et de politique des donateurs ni des préoccupations sur ces questions. Le Groupe considère ces questions comme hautement prioritaires, nécessitant plus d'attention en période de crise comme en période de rémission. La sécurité humaine et la protection de l'environnement contribuent de façon critique à persuader ou à dissuader le financement par les donateurs des activités et opérations de lutte antiacridienne susceptibles d'être lourdes de conséquences pour l'environnement. L'aide des donateurs nécessite souvent qu'une évaluation environnementale appropriée soit achevée ou du moins commencée avant que soit financée toute opération de lutte antiacridienne ou tout projet de lutte d'urgence contre une résurgence transfrontière de ravageurs; sans cette évaluation, l'aide pourrait être retenue. Le Groupe considère cela comme une grave omission et se déclare préoccupé. ... ..</i><br/> <i>recommandations similaires pour les pays hôtes; la FAO et les autres partenaires n'ont pas été inclus ou considérés...grave omission du rapport. ... suggère que le Comité de lutte contre le criquet pèlerin insère un additif au rapport indiquant que les exigences environnementales des pays touchés, de la FAO et des autres partenaires soient pleinement prises en compte avant le lancement d'activités et de projets pouvant avoir des répercussions sur l'environnement. Cette question pourrait être traitée par le recours à des règlements, politiques et/ou procédures documentés adoptés par l'instance bénéficiaire ou d'exécution. »</i></p> | <p><b>31 a-e Acceptée</b><br/>         La FAO se range aux recommandations de l'Évaluation et à l'approbation du Comité de lutte contre le criquet pèlerin et note que des biopesticides sont testés dans les conditions du terrain.</p> |



